

## [Text]

What this means to the Yukon is that our tourism industry is also going to see very significant growth, a rate of growth that will by necessity result not only in the inclusion of large numbers of native peoples, as bands develop their distinct tourism potential, but also the immigration of many people from all across Canada in order to service this growth.

Quite apart from any consideration of aboriginal rights, which others more knowledgeable will no doubt address, will we be able to attract these new Yukoners to meet the demands of the world's fastest-growing industry? Will we be able to attract these new Yukoners to the land of the second-class citizens, disenfranchised and outside the mainstream of rights enjoyed unconsciously by residents of all Canadian provinces?

Now this is obviously an extreme interpretation of what the Meech Lake accord means to northerners—and yet it is not. Democracy is in essence as much a state of mind as anything else. No one is arguing that our basic individual rights are in any way infringed. However, our collective ability to form a consensus and act upon that belief as a regional society is very definitely curtailed.

When the time comes, Yukoners have the right to shape their own destiny and pursue a course of action distinct and uniquely moulded to their requirements. This right was hampered by the 1982 Constitution Act, and is totally obliterated in the Meech Lake accord. Why? Why does this accord ignore northerners? Why were our representatives not invited, if not as participants, then at least as observers? Why are we thought of in southern Canada with such indifference? And if this is not the case, then the implication is even more unnerving: that we are viewed with disdain and contempt, that we are too inconsequential even to bother with, that we are a mere colony to be exploited at the whim of franchised Canada.

If I sound somewhat jaundiced and a touch too cynical, it is because I am confused, hurt, and angered by the north's exclusion from this process. The Meech Lake accord is on the whole a wonderful document, but it is flawed. Why did these architects of modern Canada feel compelled to change the rules by which they all became provinces? It is not that they simply overlooked the implications of their actions. They deliberately set out to include a clause that for all intents forever excludes the territories from gaining provincial status.

In this historic document, they meanly and with petty forethought excluded the territories from suggesting candidates to the Supreme Court or influencing the choice of Senate appointments. We are told that it has something to do with the financial status quo. Can some provinces be so paranoid about future equalization payments as to demean and deny the peoples of the north forever? It is just too incredible to believe.

## [Traduction]

Quant au Yukon, cela signifie que l'industrie touristique connaîtra elle aussi une croissance très importante, un taux de croissance qui aura nécessairement pour effet non seulement d'y faire jouer un rôle à un grand nombre d'autochtones, à mesure que les bandes développeront leur potentiel touristique marqué, mais aussi de susciter l'immigration de Canadiens de toutes les régions du pays en raison de la demande de services générée par cette croissance.

Abstraction faite de la question des droits ancestraux, que d'autres personnes mieux informées ne manqueront pas d'étudier, pourrions-nous attirer les nouveaux habitants qu'il faudra pour satisfaire les besoins de l'industrie qui connaît la plus forte expansion dans le monde entier? Pourrions-nous attirer ces nouveaux habitants dans un pays où ils seront des citoyens de second rang, privés de leurs droits de représentation et des droits fondamentaux dont jouissent inconsciemment les habitants de toutes les provinces au Canada?

Certes, cette interprétation de l'effet de l'accord du lac Meech sur les gens du Nord est manifestement excessive—pourtant elle ne l'est pas. Essentiellement, la démocratie repose autant sur un état d'esprit que sur tout autre fondement. Personne ne prétend que l'on porte atteinte à nos libertés individuelles. Toutefois, notre capacité d'en arriver collectivement à un consensus et d'agir en fonction de celui-ci en tant que société régionale a certainement été réduite.

Lorsque le temps sera venu, les Yukonnais ont le droit de décider de leur propre destin et d'adopter une ligne de conduite distincte, adaptée à leurs exigences. Or l'exercice de ce droit a été entravé par la Loi constitutionnelle de 1982, et l'accord du lac Meech en fait table rase. Pourquoi? Pourquoi n'a-t-on pas tenu compte de la population nordique dans cet accord? Pourquoi nos représentants n'ont-ils pas été invités, sinon à titre de participants, tout au moins à titre d'observateurs? Pourquoi le Canada du sud manifeste-t-il une telle indifférence à notre endroit? Et si ce n'est pas le cas, la situation est encore plus déconcertante: cela voudrait dire que l'on nous rejette et que l'on nous méprise, que nous sommes si peu de choses que l'on nous oublie totalement, que nous sommes simplement une colonie destinée à être exploitée selon les caprices de l'électorat canadien.

Si je puis sembler quelque peu amer et un peu trop cynique, c'est que je suis dérouté, blessé et irrité par le fait que le Nord soit exclu de ce mécanisme. L'accord du lac Meech est, globalement, un merveilleux document, mais il présente un défaut. Pourquoi ces architectes du Canada moderne se sont-ils sentis tenus de modifier les règles en vertu desquelles les provinces ont été constituées? Ils n'ont pas simplement oublié de penser aux implications de leurs gestes. Ils ont délibérément entrepris d'inclure une disposition qui, pratiquement, empêche pour toujours les territoires d'accéder au rang de service.

Dans ce document historique, ils ont dans un dessein mesquin écarté le droit pour les territoires de suggérer des candidats à la Cour suprême ou d'influer sur le choix des sénateurs. On nous dit que cela est relié au *statu quo* financier. Est-il possible que certaines provinces soient à ce point paranoïaques au sujet des futurs versements de péréquation, qu'elles en viennent à rabaisser les populations du Nord et en nier à jamais l'exis-